

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

RÉVISION DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES

Une partie des revendications prises en compte

La révision du code des pensions militaires est effective depuis la publication au Journal officiel (n°12 du 27 février 2013) de la loi n°13-03 du 20 février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires. Les principales revendications des personnes concernées ont été prises en compte, certaines avec effet rétroactif (janvier 2011 et janvier 2012). Certaines dépenses induites seront à la charge du budget de l'Etat, et non pas financées par la caisse des pensions militaires. Quant à la revalorisation annuelle des pensions, elle est laissée à l'appréciation du ministre de la Défense nationale.

La loi n°13-03 du 20 février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires a pour objet de modifier et compléter certaines dispositions de l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des pensions militaires. Les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et



complétée, sont complétées par les points 7 et 8 rédigés comme suit. Le droit à pension est acquis : point 7- Aux ayants cause des militaires et des civils assimilés décédés en activité, sans condition de durée de service, conformément aux disposi-

tions de l'article 25 de l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, susvisée.

Cette disposition est étendue à compter de la date d'effet de la présente loi aux ayants cause des militaires et des civils assimilés décédés antérieurement à la date de promulgation de la présente loi. Point 8- Aux militaires du service national ainsi qu'aux militaires rappelés reconnus inaptes pour infirmité ou maladies imputables au service, ou aggravées par le fait du service. Bénéficient également de cette disposition les ayants cause des militaires du service national et des militaires rappelés décédés en activité. Ces dispositions prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2011.

La pension de retraite des catégories citées au point 8 ci-dessus est calculée par référence à la solde des militaires de carrière et contractuels de même grade, selon les conditions fixées par l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, susvisée. Les dépenses générées par la mise en œuvre de la présente disposition sont à la charge de l'Etat. Autre modification spécifiée par l'article 3 : Les dispositions de l'ordonnance n° 76-106 du 9

décembre 1976, modifiée et complétée, sont complétées par un article 45 bis rédigé comme suit : «Les pensions militaires de retraite peuvent être revalorisées par arrêté du ministre de la Défense nationale.» Au sujet de la pension d'invalidité, la modification suivante a été introduite : les dispositions de l'article 78 de l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, susvisée, sont modifiées et rédigées comme suit. Article 78 : le montant mensuel maximum de la pension d'invalidité correspond à une fois et demie (1,5) le Salaire national minimum garanti (SNMG).

Le montant mensuel de la pension d'invalidité des personnels militaires, des civils assimilés et des militaires du service national est égal au produit du taux d'invalidité par le montant mensuel maximum prévu à l'alinéa ci-dessus. Ce montant ne peut être inférieur à 80% du Salaire national minimum garanti. Les dispositions du présent article prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2012.

LSR

A Constantine, les retraités se mobilisent pour la revalorisation 2013 des pensions

Le bureau de wilaya de Constantine de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) s'est réuni le 10 mars dernier à l'effet de relancer la mobilisation pour la satisfaction de leurs revendications, notamment la revalorisation 2013 des pensions.

Le secrétaire général de ce bureau a déclaré à cette occasion : «Nous comptons, au niveau de la wilaya, plus de 87 000 retraités et seulement 8 000 adhérents à la

FNTR. Il s'agit, parallèlement, de sensibiliser les retraités à adhérer en masse à leur organisation.

Et cela leur permettra d'activer dans un cadre pour s'organiser et constituer une force de proposition pour faire entendre leurs voix, défendre leurs droits et donner du poids à leurs revendications.»

Les retraités de Constantine demandent une revalorisation des pensions de retraite à hauteur de 20%, et ce, à compter de mai 2013.

Entre les tracasseries administratives pour accéder à ces formules présentées comme «magiques» par leurs initiateurs, une partie seulement des jeunes chômeurs accède à ces dispositifs malgré les facilitations accordées à l'occasion de chaque épisode de tension sociale. Les jeunes chômeurs qui deviennent du jour au lendemain chefs d'entreprise se heurtent ensuite à une réalité encore plus amère après le démarrage de leur projet. Faire tourner une entreprise, faire face aux créances et assurer une rentabilité à son affaire, tout cela relève de l'impossible pour une grande partie de jeunes promoteurs. «Un véritable traquenard», comme commentent les bénéficiaires de ce dispositif.

Bon nombre de jeunes se trouvent donc «coincés», la corde au cou, dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes et redeviennent chômeurs. Plusieurs projets de

jeunes ont été financés dans le cadre des dispositifs Ansej et Cnac. Ces deux organismes n'ont pas encore donné le taux de réussite de ces projets et le nombre d'entreprises «mortes». Durant plusieurs années, le taux d'échec était «signifiant» par rapport aux projets financés, selon les bénéficiaires. Pas mal de ces jeunes estiment que le taux d'échec est beaucoup plus fort que celui de la réussite car ils sont confrontés à l'anarchie du marché, l'inexpérience et au mauvais choix du créneau d'investissement, selon les déclarations des jeunes. La question à poser : «Comment rembourser ces crédits majorés par un taux d'intérêt élevé ?» En conclusion, ces dispositifs vont dans le sens des dispositifs de la révolution agraire, l'échec et ses conséquences. Qui sème le vent récolte la tempête de la crise sociale.

Un citoyen soucieux, Belhout Saïd

COURRIER DES LECTEURS

Pension de retraite et calculs de la CNR

Mon père est retraité depuis octobre 2008. Il avait 16 ans de cotisations auprès de la Cnas, il a toujours bénéficié des revalorisations de sa pension (5%, 7%, 75% SNMG...) jusqu'à 2012 où il a bénéficié de la décision du gouvernement (Conseil des ministres du 18 décembre 2011) de revaloriser les pensions de retraites des salariés et non-salariés, et de relever à 15 000 DA toutes les pensions et allocations de retraites inférieures à ce montant. Mais il n'a pas bénéficié de l'autre revalorisation de 9% (arrêté ministériel du 18 juillet 2012). Maintenant il perçoit 15 524,35DA (augmentation de 3,5%, et non pas de 9%) : normalement d'après mes calculs cela devrait être 16 350 DA.

Berrouba Abdelkader

Pension d'ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale

Afin de me permettre de réclamer la revalorisation de la pension d'ancien combattant «Seconde Guerre mondiale», je vous serai gré de bien vouloir me communiquer les renseignements suivants : à quelle adresse en France je dois relancer ce droit ? Quelle est la procédure à suivre pour bénéficier de cette revalorisation et du rappel auquel j'ai droit ? Je vous remercie d'avance des renseignements que vous me communiquerez le plus rapidement possible. Soit par le biais du courrier *Soir d'Algérie* espace «Retraite» soit par l'adresse électronique suivante : maya.belhanafi@gmail.com

Maya Belhanafi

RÉPONSE : Il faut vous adresser à l'ambassade de France en Algérie, service des anciens combattants
1, ex-rue du professeur Vincent, quartier du Télémy, Alger.
Boîte postale : 61 16035, Hydra, Alger
Téléphone : +213 21 71 90 43 ; Télécopie : + 213 21 71 90 45

Durée des cotisations et pension de retraite

En juillet 2013, j'aurai 60 ans, avec 28 ans de cotisations. J'aimerais savoir si après cet âge, mes cotisations à la Cnas me seront utiles pour atteindre 32 ans de service.

Bouhelal Ammar, Baïnem, El-Hammamat, Alger

RÉPONSE : Si vous prenez votre retraite à 60 ans, les cotisations versées en cas d'une nouvelle activité salariée ne sont plus prises en compte pour le calcul de votre pension de retraite.

Prise en compte de la période avant l'indépendance

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier pour ce coin destiné à vos lecteurs. Voilà, mon souci concerne la pension de feu mon père. Il était un cheminot au sein de la SNCFA et après à la SNTF de 1941 à 1968. Mais sa pension n'a été calculée que durant la période allant du 1963 à 1968. Comment peut-on régulariser cette situation ? Avec la SNTF ou la SNCF ? Dans l'attente de votre consigne et orientation, acceptez, messieurs, mes salutations les plus distinguées.

Mourad Mourad

RÉPONSE : La pension de retraite est calculée sur la base d'une reconstitution de carrière et de cotisations effectivement versées, sur la base de justificatifs. Vous pouvez introduire un recours auprès de l'agence CNR qui verse la pension de réversion de feu votre père.

Activités Casnos et Cnas

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai exercé 24 ans en qualité de commerçante (24 ans de cotisations Casnos). Après j'ai cessé l'activité et je me suis orientée vers d'autres activités chez un privé en qualité de femme de ménage pendant une année (une année d'assurance régime général). Au total 25 ans de cotisations : je suis une femme mariée, 5 enfants, âgée de 52 ans. Est-ce que j'ouvre

droit à une retraite actuellement ? Comptant sur votre dévouement habituel de me réserver une suite favorable. Merci d'avance.

Larbi Lahmar

RÉPONSE : Pour postuler à une retraite Casnos, pour une femme, il faut avoir 60 ans (65 ans pour les hommes).

Fils de chahid et droit à la retraite

Avant tout, je tiens à féliciter l'équipe espace «Retraite» pour leur formidable travail. Je suis fils de chahid et je viens d'avoir 60 ans. J'ai travaillé de 1972 à 1991, et ce, sans discontinuité, dans un ministère puis dans une entreprise nationale. De 1992 à ce jour, je travaille pour mon compte et paie mes cotisations sociales à la Casnos. Etant donc toujours en activité mais à mon compte, je souhaiterais savoir si les 7,5 années de lutte de libération nationale seront prises en considération par la CNR comme période de travail effectif en sus de la période 1972-1991, et ce, conformément à l'article 42 de la loi 99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid. Dans l'attente de vous lire, remerciements anticipés et sincères salutations.

M. Benadi

RÉPONSE : La CNR appliquera la loi d'avril 1999 qui reconnaît vos droits en matière de retraite.

A nos lecteurs

Les «Soir Retraite» des 19 et 26 mars 2013 ne sont pas parus, et ce, pour des raisons d'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs. Cependant, le «Soir Retraite» du 19 mars 2013 (n° consacré aux questions de retraite des émigrés algériens en France) est paru en format électronique sur le site Internet du *Soir d'Algérie* <www.lesoiralgerie.com>, où il peut être consulté et téléchargé, ce qu'ont déjà fait des centaines d'internautes.